REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

COMMUNE DE VALERGUES



EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES

POLICE DE CIRCULATION REGLEMENTATION TEMPORAIRE DU STATIONNEMENT

Parking Avenue de la Gare

Du 20 au 21 Octobre inclus de 9 h à 17 h 00

ARRETE N° 2025/10/139

Le Maire de la Commune de VALERGUES.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2212-2 et suivants et L 2213-1 et suivants et L 5211-9-2,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et

Vu le Code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.18 et R 411.25 à R 411.28.

Vu le décret 2006-1657 du 21 décembre 2006, relatif à l'accessibilité de la voirie et des espaces publics,

Vu le décret 2006-1658 du 21 décembre 2006, relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - Huitième partie : signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié)

Considérant qu'il incombe au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police de la circulation et du stationnement, de veiller à la sécurité des usagers, de la voie publique.

Considérant que des travaux d'entretien sur la haie qui borde le parking rendent nécessaire d'interdire momentanément le stationnement sur celui-ci

ARRETÉ

Article 1 : Le stationnement sur le parking à l'angle de l'Avenue de la Gare et du Chemin des Cazals sera strictement interdit, du 20 au 21 Octobre 2025 de 9 h 00 à 17 h 00, pour permettre d'effectuer les travaux d'entretiens sur la haie qui borde ledit parking,

Article 2 : Tout manquement ou infraction au présent arrêté sera constaté et poursuivi selon la réglementation en vigueur. Tous les véhicules ne respectant pas l'interdiction de stationnement seront susceptibles d'être enlevés à la charge de leurs propriétaires. Dans tous les cas, la commune se dégage de toutes responsabilités concernant d'éventuels dommages causés aux véhicules en infraction

au présent arrêté.



Article 3 : Madame la Secrétaire de Mairie, Monsieur le Commandant de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera affiché en mairie, sur le site internet de la Commune et sur la zone concernée y compris la distribution de tracts d'informations sur les véhicules

Pour le Maire empêché. La 1ete Adjointe Cathy POHL

Hérault